



Grève nationale interprofessionnelle et manifestation le 9 avril 2015

Les confédérations syndicales **CGT** et **FO** et l'organisation syndicale nationale **SOLIDAIRES**, appellent « *l'ensemble des salariés, du public et du privé, à une journée de grève interprofessionnelle et à manifester le 9 avril* » (voir déclaration au dos).

Les syndicats CGT et FO des Chambres de Commerce et d'industrie répondent à cet appel.

CCI : 6 000 à 7 000 suppressions d'emplois à l'horizon 2017 en France

- **CCI de Lorraine** : perte de 20 % des effectifs. En 2014, 103 postes perdus sur 490,
- **CCI PACA** : annonce de 300 suppressions de postes,
- **CCI de Rhône-Alpes** : 150 suppressions de postes et 40 licenciements à S^t Étienne,
- **CCI Paris-Île-de-France** : plus de 400 demandes de Cessation d'Activité et de Congé de Transition d'agents permanents, non renouvellement de CDD
- **CCI d'Aquitaine** : lors de la fusion de l'école de commerce de Bordeaux (280 postes) avec celle de Marseille, plusieurs dizaines d'agents ont perdu leur statut d'agent public.
- **CCI Poitou-Charentes** : 200 suppressions de postes à prévoir sur 2 ans.

Non au Pacte de responsabilité

Non aux licenciements

Non aux suppressions de postes

**Pour la défense des emplois et des missions du
réseau consulaire.**

**Joignons nos voix à celles de tous
les salariés du privé et du public.**

Le 9 avril tous en grève



DÉCLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO et Solidaires

Combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois en changeant de politique économique, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires (secteurs public et privé), les retraites, les pensions et les minimas sociaux, constituent des priorités sociales, de surcroît en période de crise.

Réunies le 17 février 2015, les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires affirment leur détermination pour faire aboutir ces revendications et lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs tant socialement, économiquement que démocratiquement.

Le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat aggravent la situation des salarié(e)s, des retraité(e)s et des chômeur(ses).

De nombreuses luttes et mobilisations syndicales sont d'ores et déjà engagées dans les entreprises, les services publics et les secteurs professionnels.

Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires s'engagent dans un processus de mobilisation. Conscientes de leur responsabilité, elles invitent les retraité(e)s et les chômeur(ses) à se mobiliser et appellent l'ensemble des salarié(e)s, du public et du privé, à une journée de grève interprofessionnelle et à manifester le **9 avril 2015**.

Paris, le 17 février 2015